

le

cequelicot

BIMESTRIEL N°8

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 OCTOBRE 1996 - 10 F

De la droite à la gauche on s'insurge, on vilipende, on menace... même de se coaliser pour faire échec au Front National. Alors que depuis 15 ans au moins le FN tisse sa toile dans les quartiers, les entreprises, les associations, alors qu'il crée des syndicats dans la police, les prisons, les transports, alors qu'il s'infiltré dans l'armée, alors qu'il clame d'élection en élection, de tribune en tribune, à la radio, la télé, dans les journaux ... ses discours de discrimination, de haine, de simplification de solutions pour sortir de la crise, les milieux politiques et médiatiques l'avaient jusqu'à présent sinon respecté en tout cas admis dans leur cour, dans leurs jeux, leur monde.

Une parole de trop -sur l'inégalité des races- ou plutôt l'approche des élections? La trouille de voir le FN augmenter ses scores voire d'être en position d'arbitre au deuxième tour, fait agiter et cogiter tous les partis et proposer : qui le front républicain, qui une petite dose de proportionnelle, qui une loi antiraciste. Mais qui aura le courage de dire : la haine se nourrit de la crise et cette crise la gauche et la droite l'ont acceptée, admise comme un mal nécessaire, une restructuration inévitable ... Quelques années de douleurs pour un paradis futur! Leur cynisme est sans limite... comment peut-on affirmer que le système libéral veut le bonheur des gens, leur liberté de penser, leur autonomie d'action, le développement de leur intelligence, de leur culture, de leur sens critique ? Non, tout ce qui intéresse c'est notre capacité à produire, au moindre coût, et notre faculté à consommer. Il réduit l'individu à une dimension économique et on s'étonne ensuite que les sectes se développent, que l'intégrisme gangrène toutes les religions, que les suicides augmentent, surtout chez les jeunes, que la déprime se généralise, que le loto ait tant de succès, que des gens se lobotomisent à coup de neuroleptiques et de tranquillisants et que les idées fascistes soient entendues ou, ce qui serait plus réjouissant, si c'était délibéré, le refus de consommer comme des abrutis. Le tendon d'achille du libéralisme est là ! Je peux être heureux sans le dernier gadget à la mode! Pas possible! SI, SI Essayez...vous verrez! ■

Emma

INÉGALITÉS RACIALES: LEÇON 1



« On parle très souvent de la violence du fleuve et trop rarement de la violence des rives qui l'enserment. »

Berthold Brecht.

La santé au péage.

Durant l'été une information a couru dans la presse locale, expliquant que le principe de faire payer le stationnement sur le parking du CHU Purpan était prise. Une procédure était même engagée pour désigner l'entreprise qui emporterait le marché. On aurait pu croire que la saison aidant, l'information resterait lettre morte. Ça n'a pas été le cas.

La Dépêche ouvrant ses colonnes à celles et ceux qui s'élevaient contre une telle décision, ce fut un véritable déferlement de lettres indignées qui furent diffusées. Un comité anti-péage Purpan vit même le jour début août. Les décideurs, ayant participé à une telle décision ont été désagréablement surpris, par la divulgation de l'information, mais plus encore par le tollé général qu'elle avait déclenché. Le Directeur du CHU, M. Rettig tenta une explication juridico-technique alambiquée pour justifier la décision prise par le conseil d'administration du CHU, qui n'est autre que M. Puel, adjoint au maire de Toulouse. Le Maire de Toulouse qui se sentit visé fit donner ses lieux tenants (Mme de Veyrinas et M. Paix) pour dire qu'il était contre le péage. M. Puel, dont on a appris par la suite, qu'il s'était prononcé en faveur du péage au cours d'un conseil d'administration, éluda les questions et se replia sur la position du Maire qui, d'après ses propos n'était au courant de rien. Les syndicats du CHU, dont une suspicion pesait sur leur attitude, précisèrent leur position, qui finalement avait été claire dès le début, et rejoignirent le camp des opposants. Une réunion unitaire lança fin août une pétition qui eut un énorme succès. Le comité anti péage déclara clairement que l'on ne referait pas aux usagers le coup du péage de Roques. Les collectivités territoriales tentèrent de faire

croire que depuis le début elles n'étaient au courant de rien. Devant l'ampleur prise par l'affaire celles-ci, la Mairie de Toulouse, le Conseil Général et Régional tinrent une réunion sous la houlette du Préfet. Craignant une explosion de colère, et un conflit style péage de Roques, en plein Toulouse, ils sommèrent le Directeur de CHU d'abandonner son projet. Ce que fit ce dernier, il n'y aura donc pas de péage sur le parking de l'hôpital Purpan. De cette affaire on peut tirer plusieurs leçons.

La logique de marchandisation bat son plein. Tout doit devenir payant, la notion de service public cède la place à la notion de service marchand au sens strict du terme : logique libérale oblige. C'est une logique contre la quelle il faut absolument lutter. Les décideurs, technocrates et politiques, marchent dans cette logique implicitement ou explicitement. Nous ne pouvons faire confiance qu'en nous mêmes. La mobilisation, quant elle est claire et déterminée, paye. La lutte anti péage risque à court terme un des terrain de lutte (un de plus) sur lequel il va falloir s'investir. ■

Un membre de l'ex-comité anti péage de l'hôpital Purpan.



Roques and roule!

Depuis mars 1996, les antipéages sont toujours aussi mobilisés contre le péage de Roques. Refusant de payer ce qu'ils jugent à juste titre un "octroi" d'entrée dans la ville de Toulouse, ils ont levé les barrières quotidiennement depuis l'installation du péage et organisé un boycott général de celui-ci. Leur campagne porte ses fruits: de 79 000 véhicules en mars dernier, la circulation payante est tombée à 6 400 aujourd'hui alors qu'en moyenne 40 000 véhicules roulent sur la RN20. Résultat, cela bouclonne partout et la situation devient intenable pour l'Etat et les ASF (Autoroutes du Sud de la France). Ce péage est le résultat d'un troc de technocrates entre l'Etat et les ASF (qu'il contrôle à 51%). Ne voulant pas payer l'aménagement du carrefour de Langlade, l'Etat a demandé à la société d'autoroute de financer ses travaux et de se rem-

boursier en faisant payer les habitants du sud de l'agglomération toulousaine. Actuellement soutenu par l'ensemble des élus, de droite comme de gauche, le comité anti péage se bat pour la suppression pure et simple de celui-ci, et il est en bonne voie de gagner ! Si cette lutte n'aboutissait pas, l'automobiliste qui s'acquitte de 5 F. pour parcourir 1500 mètres payerait pour un trajet Toulouse-Bordeaux 1700F et un Toulouse-Paris 4700F. Mais les ASF n'en voient pas la couleur pour l'instant et nous pensons qu'elles ne la verront jamais! Pour venir travailler les usagers sont soumis à un racket légal. Le Coquelicot soutient de tous ses pétales cette « lutte exemplaire de tous les travailleurs ». ■

Amapola.

Reynerie...

Un regard sur les derniers mois... C'est la rentrée pour tout le monde, les quartiers n'en sont pas exempts. Habitants comme travailleurs, on attend les prochaines mesures antisociales du gouvernement avec inquiétude. Reynerie est tout à fait dans cette dynamique. Après une période de congé sans grands problèmes, dès le début de septembre, un tireur fou blesse un jeune au visage rue Jean Gilles. En représailles, 3 voitures flambent! Les exacerbations reprennent: misère sociale, drogue, racisme, insécurité; le quotidien refait surface. Cependant, depuis maintenant plusieurs mois, des personnes issues du quartier tissent des liens entre elles. Conscientisées par les grèves de cet hiver, elles ont intégré la problématique de quartier aux revendications globales qui étaient celles de décembre 95, notamment au travers du chômage qui représente plus de 30% des habitants du quartier. L'intervention musclée des forces de police, au début de l'année 96, a été l'élément déclencheur. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées dans les locaux de l'association de chômeurs TO7 et ont décidé la diffusion d'un tract dans les boîtes aux lettres dénonçant une mesure sécuritaire illusoire. Il s'est mis en place un fonctionnement d'assemblées régulières. Les problèmes sociaux y ont été abordés, le rôle des institutionnels, l'attitude des associations, le partenariat avec des groupes déjà constitués sur des thèmes spécifiques et en même temps proches de cette démarche. Un projet a commencé à se dessiner. Personne ne voulait créer une nouvelle association, mais créer plutôt un réseau capable de peser ponctuellement, d'être un courant d'opinion, d'expression, un lieu de débat, de circulation de l'information et de convivialité. Ces principes ont permis à divers acteurs sociaux du quartier d'exprimer leur vision ou leur expérience suivant leur situation sociale ou politique. Des actions ont pu se mettre en place. Une réunion plus ou moins clandestine organisée par le FN concernant les locataires de l'immeuble Satie a pu être investie par une dizaine de personnes contactées par le réseau. En juin, à l'occasion des repas de quartiers lancés par Arnaud Bernard, 150 personnes se sont rassemblées pour pique-niquer sur les bords du lac. Coordonner, prendre des initiatives, informer, réfléchir, cette assemblée informelle mais en même temps formalisée s'est petit à petit reconstruite dans un sigle posé en entête de chaque écrit: « Reynerie se bouge ». Suite aux directives autoritaires de Mme de Veyrinas, une fête de quartier s'est tenue les 27 et 28 septembre autour du lac. Les acteurs sociaux étaient contre cette fête préparée à la va-vite et sans implication réelle du quartier. Les quelques associations organisatrices inféodées financièrement à la Mairie n'y ont mis aucun entrain. Le résultat a donc été médiocre. Seuls 3 à 400 jeunes sont venus voir Jymy Wahid mais le quartier a boudé cette initiative. « Reynerie se bouge » a bien l'intention de dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Car ce qui se joue pour l'année à venir est bien le respect des aspirations du quartier et la reconnaissance d'un courant d'opinion humaniste à Reynerie. La mairie comme le FN seront obligés d'en tenir compte !!! ■

Biquet

Alors, ça vient ?

« les aventures du choc social ». X^e épisode

Les journalistes du Monde Diplomatique ont la vue et l'ouïe particulièrement affûtées pour avoir perçu l'imminence du choc social et entrevu Chirac se calfeutrant sous les huées dans son château de Corrèze. N'est-ce pas prendre ses désirs pour des réalités ? On peut certes réciter la liste sans fin des raisons légitimes de la révolte, hurler, preuves à l'appui, que notre société entière déraile. Est-ce assez ?

Si l'accumulation des raisons objectives suffisait, le travail des historiens s'en trouverait simplifié et la divination serait promue au rang de science exacte. Etonnons-nous donc que l'explosion tant espérée n'ait pas encore eu lieu, et cessons de la prédire pour demain.

Et pourtant, comment ne pas être troublé ?

Tous les éléments nécessaires à la fabrication de la bombe sont réunis. Ils sont connus de tous, chômage galopant, misère et expulsion en croissance continue, incohérence, incompétence, démission et corruption des soi-disant élites, collusion des mondes politiques et financiers, arrogance des véritables nantis, soumission de la vie de la planète entière aux seuls impératifs de la mondialisation de la spéculation financière... Si cette soumission n'est pas encore complète, le mouvement semble irréversible parce que, de l'aveu même des technocrates du FMI et de l'OCDE (il n'y a jamais loin de la franchise au cynisme), « les marchés gouvernement, les hommes politiques ne sont là que pour gérer ». On peut donc assurer que pas un homme politique prétendant au pouvoir ou simplement soucieux de sa « carrière » ne voudra ni ne pourra aller à l'encontre des désirs de l'oligarchie anonyme qui décrète la mort de pans entiers de nos sociétés, et sacrifie les hommes qui les composent.

Le désastre social mondial, que quelques-uns prédisaient sous les quolibets des zéloteurs de l'économie de marché, ultra-libéraux comme sociaux démocrates, semble maintenant si inéluctable que même les plus fervents adeptes du libéralisme disertent sur les possibles retours de bâton, et les ajustements nécessaires à la conversion des victimes aux dogmes des bourreaux. Ne rêvons pas. Ce n'est pas tant la mise à mal de leur pouvoir qu'ils craignent que les troubles temporaires du marché que les conflits sociaux engendrent... Et l'épuisement du système de production faute de consommateurs.

« Nos sociétés s'écraseront sur le mur ultra-libéral »

Le trouble grandit quand on entend politiques de droite comme de gauche, syndicalistes, sociologues, hommes d'affaires, économistes reconnaître, pour le regretter ou s'en féliciter, et quoiqu'ils puissent promettre par ailleurs, qu'il n'y a « pas d'ajustement possible du système sur les marges »... et hors d'un cadre mondial. Traduisons en français : « A plus ou moins long terme nos sociétés s'écraseront sur le mur ultra-libéral », et toutes les tentatives d'aménagement et d'accompagnement, si chères aux syndicats réformistes et enjeux (non suivis d'effets d'ailleurs, et pour cause...) de tous les débats politiques, ne changeront rien à l'affaire. Une seule conclusion s'impose ; soit nous faisons notre deuil dès à présent, comme le souhaitent les théoriciens du « mal nécessaire », de la solidarité sociale et pour faire bonne mesure, de la liberté, de l'égalité et la fraternité, de ce qui a pu en tenir lieu ou de ce qu'il en reste.

seront sur le mur ultra-libéral », et toutes les tentatives d'aménagement et d'accompagnement, si chères aux syndicats réformistes et enjeux (non suivis d'effets d'ailleurs, et pour cause...) de tous les débats politiques, ne changeront rien à l'affaire. Une seule conclusion s'impose ; soit nous faisons notre deuil dès à présent, comme le souhaitent les théoriciens du « mal nécessaire », de la solidarité sociale et pour faire bonne mesure, de la liberté, de l'égalité et la fraternité, de ce qui a pu en tenir lieu ou de ce qu'il en reste.

Soit nous inventons autre chose.

Dès lors si on peut expliquer les compromissions répétées des états-majors politiques et syndicaux,

leurs discours ambigus, la récupération systématique et le sabotage des mouvements sociaux par les habituelles stratégies de légitimation sociale, de carrière et de pouvoir, comment expliquer que l'ampleur des dégâts humains, politiques et sociaux constatés et la certitude de compter bientôt parmi les victimes n'aient entraîné aucune réaction populaire massive, et durable.*

De quelle somme de désespoirs individuels se nourrit une révolte collective ? Seuls ceux qui savent répondre à cette question peuvent prédire la date de l'explosion sociale... ■

P.R.

* Je devrais ajouter... « autre que la montée générale de l'extrême droite. Mais personne n'est prédestiné à devenir fasciste et la faillite des organisations politiques ne suffit pas à tout expliquer.

TOUT SUR LE SYNDICALISME JAUNE



La liberté ?

Libertaire, Libertin, Libéral ?

Je suis libertaire certes, mais qu'ai-je à faire avec tous ces gens qui se réclament de la liberté ?

Les libertins : partouzeurs à la perruque poudrée des discothèques échangistes des samedi soir de province et... Les libéraux : « golden-boy, lunettes ray-bans, privatiseurs » cachés dans et hors du gouvernement.

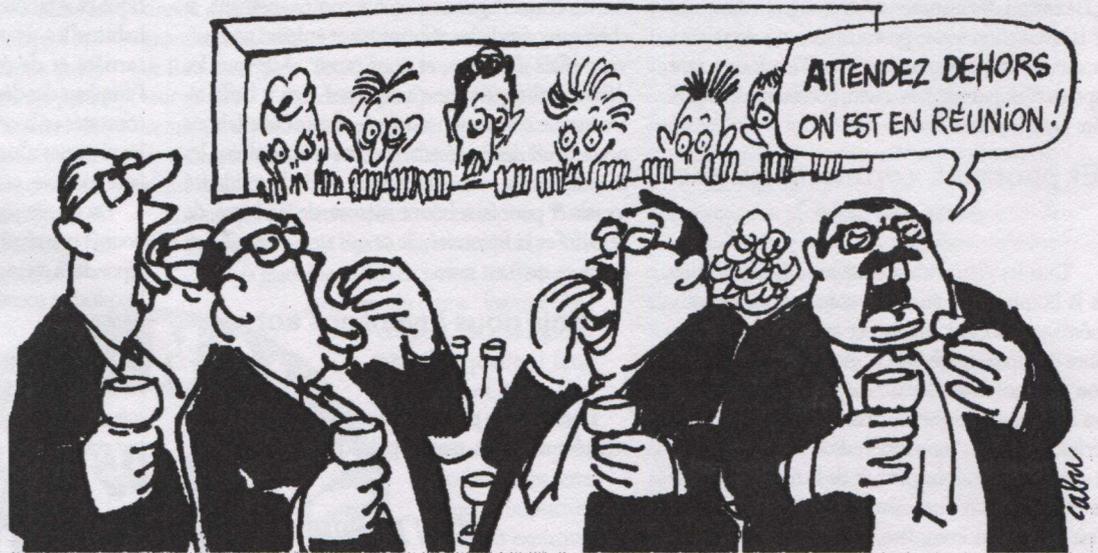
Bon, voyons un peu dans ces sectes bizarres. Il y a...

les Libertins

Au mieux Choderlos de Laclos et ses « liaisons dangereuses » et au pire Sade, le divin marquis qui ne choque plus grand monde. Le tout est bien poussiéreux, sur les étagères de l'enfer. Ils nient les contraintes s'opposant aux libertés, autant de pensée que de faire des galipettes... Désuets, dépassés (quoique, avec la visite du pape...) ils ne sont pas mon principal problème.

Les Libéraux

Nés au XVIII^e le libéralisme des physiocrates construit une théorie économique sur l'énoncé : « l'intérêt personnel de chacun ne peut être contraire à l'ordre providentiel, donc en recherchant son propre intérêt, chacun agira dans le sens conforme à l'intérêt général ». Il suffit de laisser les hommes libres pour que le monde aille vers l'ordre et l'harmonie. Cette théorie est tantôt déiste : « l'ordre providentiel », tantôt athée : « la loi du marché », optimiste chez Say, ou pessimiste avec Malthus et Ricardo. Elle va s'épanouir avec l'avènement de la bourgeoisie (Stuart Mill) et sera ensuite combattue par le protectionnisme, le nationalisme économique et les socialismes « utopistes, coopératistes, mutualistes, fédéralistes et marxistes, ainsi que par des



versions plus soft du capitalisme : « l'interventionnisme »...

Les guignols de l'info,

Elle est toujours là, derrière la stratégie actuelle de nos gouvernants, en France, en Allemagne, en Europe comme aux Etats-Unis et dans le monde entier... c'est la « World Company », chère aux Guignols de Canal.

Pour le libéralisme, seule la loi du marché est bonne et toute régulation, tout arbitrage, toute loi protectrice qui la gêne est mauvaise. (Si une loi veut interdire la prostitution des enfants alors qu'il y a de l'offre et de la demande, c'est que cette loi est mauvaise ?)

Les Libertariens,

Bien que ses extrémistes, les Libertariens, se réclament de l'anarchisme, on voit bien que le Libéralisme n'a de commun avec les Libertaires que le mot de Liberté, conçue pour les premiers comme « la loi du plus fort » et pour le second comme « l'émancipation de l'homme par l'autonomie »!

L'Etat,

L'Etat serait donc l'ennemi du libéralisme ? Que nenni ! Il l'utilise comme protection contre ceux qu'il opprime. C'est à dire que le libéral laisse à l'Etat la police,

l'armée et la justice (qui sont à son service), ainsi que les secteurs non rentables de l'économie. Non rentables mais pas inutiles, ce sont les investissements obligatoires pour permettre que tout fonctionne, ce sont les routes, les rails, les hôpitaux, les écoles, les universités...

Après une période où le capitalisme libéral s'est accommodé de politiques économiques interventionnistes (Keynes par exemple), maintenant il ne prend plus de gants. A la tête de l'Etat, les libéraux ouvrent toutes les frontières, privatisent tous azimuts, dépècent le service public, baissent les frais de l'Etat, et laissent se faire la brutalité absolue de la loi du marché : licenciements, délocalisations, chômage, misère et exclusion.

et moi?

Suis-je toujours pour l'anéantissement de l'Etat ? Franchement, en ce moment, non ! Quant à résumer ma pensée au seul slogan d'anticapitaliste, cela ne me suffit plus. Le système d'exploitation qu'il désigne est varié. Nous avons eu un capitalisme paternaliste, nationaliste, impérialiste, de consommation, social-démocrate... actuellement on a la version hard/branché/high-tech.

Du coup lui réclamer de la protection, c'est lui réclamer d'avoir une politique contraire à son idéologie. Cela ne s'obtiendra pas sans changer les rapports de force ! Mais ça c'est une autre histoire ! ■

Caillou l'ignare!

JE PRIVATISERAI
LA MERDE DE
CHIEN, IL Y AURAIT
ENCORE DES
CONS POUR
ACHETER.



di.

Ultra-libéralisme et politique de la ville

Bridée dans les années 80 par l'arrivée au pouvoir d'un socialisme mollasson, la droite réactionnaire qui nous gouverne aujourd'hui, sous des couverts des discours sociaux ne se prive pas de mettre en place une politique ultra libérale issue des théories économiques de Monsieur Milton Fridman, grand inspirateur de Margaret Thatcher et de Ronald Regan.

Pour les ultras libéraux le bonheur universel réside dans le libre échange et la déréglementation. Ainsi, l'état est exclu de façon croissante de l'économie. Les privatisations se succèdent. Rien n'arrête cette délirante machine. Demain, l'école laïque publique sera attaquée à son tour, les conseils régionaux en auront la charge. Les professeurs des collèges et des lycées seront embauchés par des comités d'établissement, broyant ainsi toute possibilité de syndicalisme. La disparité entre les écoles sera accentuée.

Histoire

Depuis le 19^e siècle nous connaissons le sort que réserve aux prolétaires un tel système. David Ricardo et Malthus avaient d'ailleurs sur ce sujet l'avantage d'être très clairs. Pour eux les masses sans travail étaient amenées à disparaître ! Excellent et expéditif moyen de rééquilibrer l'offre et la demande.

Les théories ultra libérales actuelles ont été tout de même améliorées, mais n'en demeurent pas moins extrêmement dangereuses. Le nouveau capitalisme ultra libéral a vite perçu le manque à gagner que pouvait engendrer une aussi excessive résolution. Il n'en demeure pas moins que les théories de l'ultra libéralisme actuel, sont réapparues dès 1947, grâce à l'économiste Autrichien Von Hayek. Soit deux ans après la guerre et ce que l'on croyait être la disparition de l'idéologie nazie qui se fondait en partie sur une idéologie naturaliste, que meure tout ce qui est en trop...

La redistribution

Pour faire face à la crise et donc au maintien d'une consommation minimale il était nécessaire d'assurer une redistribution minimale des revenus, aux classes les plus défavorisées.

Nous allons donc analyser comment sous des couverts de refus d'assistantat (refus de donner des allocations directes à un chômeur) l'ultra libéralisme met en place un système économique donnant l'illusion à des milliers de jeunes de participer pleinement à l'économie du pays.

Armes à double tranchant, la multitude de contrats de travail précaire mis en place depuis plus de dix ans (TUC, CES, contrats de ville, contrats initiative locale) n'ont de valeur que parce qu'ils sont assortis de mesures éducatives permettant à des chômeurs de longue durée ou de jeunes n'ayant aucune expérience professionnelle de faire l'apprentissage du monde du travail afin de s'intégrer dans la société par le seul vecteur possible : l'emploi.

Ces mesures éducatives, ce sont les entreprises

d'insertion, les régies de quartiers, les missions locales dont les salariés, souvent animés par un esprit humaniste et militant tentent jour après jour de résister à la forte croissance de la violence des banlieues, et de faire évoluer une jeunesse, existentiellement angoissée.

L'actuelle politique de la ville ne ressemble en rien à cet idéal. L'économie solidaire est menacée de devenir une économie de contrôle social. Depuis la disparition des stages PAQUE garantissant aux jeunes de (18 / 25 ans) des stages de formations rémunérés, les missions locales sont devenues des coquilles vides, capables seulement d'accorder des aides éparées, non plus dans un sens éducatif mais d'assistantat. Les associations d'insertion sont bloquées dans les méandres de l'administration. Subventions bloquées ou en retard de plusieurs mois...

La politique de la ville ou la comédia dell' arte

L'apparition dans ce contexte des nouveaux contrats de ville et des Contrats Initiative locale préparés en février 96 par Mme de Veyrinas alors secrétaire d'état aux quartiers en difficulté, font figure d'une farce digne des meilleurs lazzi de la comédia dell' arte italienne. En effet ces contrats ne répondent ni à l'attente de jeunes ni à celles des travailleurs sociaux. Se vantant de proposer 130 heures de travail par mois (moins que le SMIC), sur 5ans maximum, ils se distinguent par leur contenu pour le moins surprenant.

Il s'agit de mettre des personnes au service d'entreprises publiques ou de collectivités locales sur des emplois de types nouveaux « agent d'ambiance et de prévention », « action de médiation sociale ». Traduisez, correspondant de nuit sur une agence HLM. Dis nous, Amadou, au risque de ta vie, quels sont tes copains qui dealent et font du bruit la nuit ? dixit la brochure de présentation « tes copains sur les stations de métro ».

Sur Toulouse et le département il est prévu dans le cadre du Plan Local Initiative Emploi que quelques 1200 jeunes sur les deux ans à venir puissent retrouver un emploi, les contrats villes étant considérés comme des sorties positives et donc comptabilisés dans le résultat.

Nous percevons le scandale. En effet, quel crédit peut-on accorder à ces nouveaux contrats qui ne débouchent sur aucune qualification véritable et qui ne sont suivis d'aucune mesure éducative sérieuse permettant aux jeunes de réintégrer le monde du travail classique?

Un frein très net va être apporté à la possibilité

d'accéder à des emplois plus qualifiés donc mieux rémunérés et plus stables.

Le capitalisme et le contrôle social

Ces contrats répondent très bien par contre à l'idéologie de contrôle social et de précarisation des emplois voulus par l'ultra capitalisme. Cette série de mesures par le manque évident de pouvoir éducatif vise uniquement à canaliser une jeunesse un peu trop turbulente. Pourquoi, ne pas avoir davantage développé, comme le demandent depuis des années les professionnels de l'insertion la réglementation de l'attribution des marchés publics ?

Pourquoi ne pas développer les chartes exigeant que chaque fois qu'une collectivité locale passe un marché avec une entreprise, celle ci s'engage en contre partie à embaucher un jeune en contrat de qualification ?

David Ricardo peut être fier de ses descendants. Loin de vouloir faire mourir les sans-travail, le système ultra libéral les récupère dans le cadre d'une économie très contrôlée annihilant toute possibilité d'économie (rémunération inférieure au SMIC, tout en restant indexée sur son taux horaire). Aidée par des budgets colossaux, 147 milliards de francs en 1995, sur le seul territoire Français, la publicité se charge d'orienter le flux d'argent ainsi redistribué.

Ainsi, après les articles de luxe, l'industrie la plus prospère aux Etats Unis et en Europe, ces dernières années, est le discount alimentaire (l'alimentation pour les pauvres). Nous comprenons pourquoi. Avec l'aide de nos gouvernements, celle ci a encore de beaux jours devant elle. En effet, lorsqu'on a juste assez pour se nourrir, plus question de penser loisirs, culture et éducation des enfants. ■

Jérôme



Education populaire? Pas de quartier!

Quand la précarité frappe aux portes des quartiers, quand les professionnels s'interrogent, les questions essentielles demandent des réponses... Contribution au débat, par J. Le Crosnier.

Une bavure par ci, un quartier qui flambe par là, une misère de fond qui progresse avec tous ces mots trop souvent évoqués: chômage, expulsion, RMI, illégitimité, intégration, délinquance. Un isolement de l'individu dans un carcan socio-économique et socio-culturel qui rend suspect toutes tentatives collectives.

Nous vivons aujourd'hui à l'heure des bilans pour les échecs successifs des politiques d'état, municipales d'éducation et de jeunesse. Le manque de courage objectif des élus à écrire un projet politique incluant une véritable vie associative de proximité avec des moyens appropriés, nous amène à constater l'impuissance des associations de quartier à construire pour l'avenir.

Professionnels responsables ou otages?

Les professionnels de ce secteur et les élus associatifs sont aujourd'hui les otages (parfois consentants) d'une farce démocratique où les décisions arrivent en direct des cabinets (ministériels et/ou municipaux) emplis de technocrates éloignés du terrain, de ses acteurs et épurés de tous moyens réels d'intervention au service de la population.

Le fameux animateur socio-culturel, avec son gros trousseau de clefs accroché à la ceinture, avec un cœur « gros comme ça » et un militantisme social de proximité, a vécu. A vécu aussi le lieu sympa dans le quartier, où la participation active des utilisateurs autorise l'expression. Expression de la misère, des joies, de la dignité, de l'échange complexe, l'expression d'une identité qui ne doit rien à l'argent.

Apprendre à lire, à danser, à saisir un crayon ou prendre la parole, tenir une aiguille ou un micro, sont des gestes banals et pourtant essentiels. Toutes ces activités vécues dans les associations de quartier (MJC ou autre) étaient et sont, si on leur redonne un sens, le meilleur lieu d'expression de la souffrance.

Aujourd'hui, les conditions de pratiques sociales sont des locaux pas ou peu adaptés, souvent excentrés par rapport aux lieux où s'exerce la prégnance des besoins sociaux, des moyens financiers très insuffisants, avec une paupérisation des corps professionnels, des CES à qui l'on promet des contrats CDD qui n'existeront

jamais, des CDD jamais transformés en CDI eux mêmes sous qualifiés par rapport aux diplômés et compétences définis par la convention collective nationale de l'animation.

Des animateurs d'activités qui courent les cachets afin d'obtenir des salaires décentes, qui s'éloignent de plus en plus des réalités locales, rendant l'adhérent militant simple utilisateur/consommateur, ce qui d'ailleurs l'arrange bien car, plus conforme au monde individualiste et de la libre entreprise en liberté surveillée construite sur notre dos par les politiques.

Ce que vivent les professionnels du socio-culturel est vécu par les acteurs de la vie sociale: assistantes sociales jamais assez nombreuses aux responsabilités et au secteur d'intervention s'élargissant, les éducateurs, les enseignants dont on diminue les effectifs alors que nous pourrions bénéficier de la baisse d'enfants scolarisés de conditions d'éducation bonifiées. Mais aussi des professionnels du spectacle et de la culture, les assistantes maternelles, puéricultrices, les personnels hospitaliers...

Nos dirigeants, actuels ou passés, mettent en place « un encadrement social » qu'ils voudraient à la botte.

Nous vivons, ville après ville, la mise en oeuvre de système autocrate et d'autosatisfaction (véritable petite baronnie) en contradiction avec l'énorme dérèglement que vivent les citoyens (peu actifs malgré tout...) en phase d'exclusion.

Redonner des couleurs à la vie...

Nous n'avons pas une réponse appropriée à court terme si ce n'est de dire très fort et ensemble qu'il faut mettre le chômage et la misère hors-la-loi !

Il nous faut redonner des couleurs à la vie et un sens à nos actions. Les associations de quartiers doivent retrouver leur vocation et ne plus concevoir leur rôle comme celui d'un agent de la réparation sociale, toujours à recommencer, mais comme acteur de la transformation sociale par la formation de citoyens actifs, conscients de leurs responsabilités individuelles et collectives, conscients de leur appartenance au monde.

Il ne suffit pas de concevoir des réponses individualisées même pertinentes, il nous faut promouvoir des réponses collectives. ■

J. Le Crosnier

DES CHIFFRES ET DES MAUX

Le 12 juin 1996, la CFDT avec l'aide de certains syndicats et du patronat a reçu pour le meilleur courrage d'échine de l'année, la gestion de la caisse nationale d'assurance maladie (590 milliards, 100.000 salariés). Précédemment entre les mains de F.O. depuis 1967, on comprend enfin le pourquoi du changement de tailleur de Mme Notat.

Nucléaire 1 : Le plus grand souci de M. le Chevalier au sujet de l'EDF, ce n'est pas les énormes lieux de stockage des déchets nucléaires à trouver, mais plutôt la déréglementation de l'électricité en Europe. En France cela suppose la perte de 3 emplois sur 10 à EDF. Depuis quand les patrons se préoccupent de quoi que ce soit qui gêne leur prise de bénéfice? Depuis qu'ils ne savent plus quoi faire des déchets?

Nucléaire 2 : Bientôt et pour la première fois dans le monde merveilleux des centrales nucléaires, celles-ci vont être cotées en bourse. British Energy, l'entreprise publique britannique, sera privatisée pour un prix de vente estimé à 20 milliards de F (2,5 milliards de livres). Golfec c'est pour quand?

Nucléaire 3 : Les russes ont jeté dans la mer de Barents 30 000 m3 de déchets radioactifs, entre 50 et 150 sous-marins nucléaires et 9 coeurs de réacteur. L'information a été révélée par Alexandre Nikitine, officier russe, et divulguée par l'association Bellona, ONG norvégienne. La vie de ce pauvre Nikitine ne vaut pas grand chose, vu que tout ce que compte la Russie d'agents secrets et autre tchéka est à ses trousses. Les écolos veulent présenter sa candidature pour le prix Nobel de la paix. Le nucléaire et le TNT la boucle est bouclée.

Ile de beauté : Corse: plus de 8 402 attentats, 51 assassinats, plus de 5 000 commandos équipés d'un véritable arsenal de guerre. Dommage chiffré sur vingt ans : 1,5 milliards de F. Et les RMISTes vous me direz? Juppé s'en occupe!

Quatre paysans du Larzac à Tahiti.

Mais pas pour faire du tourisme. En effet lors des grandes manifestations contre la bombe en septembre 95, ces quatre paysans, se souvenant de la solidarité des tahitiens à leur égard, (1971-1981 lutte contre l'extension du camp militaire sur le plateau), firent le chemin inverse. Mais la solidarité a un prix. J.L. Bernard, J. Bové, A. Desjardin et C. Roqueyrol sont mis en examen pour entrave à la circulation d'aéronefs. 17 syndicalistes tahitiens le sont aussi, mais eux pour dégradation de bâtiments et de matériels. La date du procès n'est pas encore connue. La solidarité ne doit pas être un vain mot.

Joël Bové: Montredon du Larzac, 12230 La Cavalerie

Alain Desjardin: La salvetat du Larzac, 12230 La Cavalerie.

Les parents

Les Gais Pinsons... en colère!

A Toulouse, les parents d'élèves s'organisent et se mobilisent....

Un reportage sur l'occupation d'une école du quartier St.Cyprien.

Ce fut une rentrée particulièrement houleuse dans certaines écoles de Toulouse, et plus particulièrement à l'école primaire des Gais Pinsons construite pour accueillir 150 élèves et qui en compte aujourd'hui 193. Il y a deux ans déjà, les parents avaient été obligé d'occuper cette école pour obtenir un poste d'enseignant. Il avait alors fallu pousser les murs et sacrifier la salle de bibliothèque pour installer la nouvelle classe. Parallèlement, et depuis 4 ans, une demande auprès de la mairie avait été faite par les représentants des parents d'élèves et le corps enseignant afin que la mairie entreprenne des travaux pour construire une nouvelle école, celle-ci tombant presque en ruine et de toute façon, trop petite pour un quartier en plein essor. On ne vous donnera pas les dimensions de la salle de cantine, on ne s'appesantira pas non plus sur le nombre de décibels enregistrés lors d'une visite du comité d'hygiène et sécurité, ni du stress des enfants et des dames de cantine lors du repas ! Ça ferait pleurer dans les chaumières ! Bref, après maintes et maintes promesses, de retard en retard, les travaux ont enfin

commencé en août dernier. Ils sont prévus en deux phases: 5 classes et la cantine seront livrées en avril 97 et 4 autres classes fin 97. En attendant, la cour de récréation est coupée en deux. Il est donc facile d'imaginer les conditions de vie des instituteurs et des élèves dès cette rentrée !

En prime, des classes surchargées!

C'en était trop, les parents ont dit: STOP !

Dès le 4 septembre, des tracts ont été diffusés, des affiches collées dans le quartier pour appeler à la mobilisation. Le vendredi, l'école était occupée. Une délégation de parents s'est présentée le matin à l'inspection de circonscription, puis à l'inspection académique pour expliquer la situation et remettre les pétitions de plus de 150 signatures.

« En cas de refus, l'occupation pourrait continuer ! »

Pas vraiment virulents mais désormais déterminés, ces parents ont voté la poursuite du mou-

vement en occupant l'école et empêcher les cours de se tenir aussi longtemps qu'il le faudrait. Comble de dérision, (si tant est que la situation soit risible !), à la sortie du Comité technique paritaire où se décident les attributions des postes, quelle ne fût pas la surprise des parents de constater que le dossier des Gais Pinsons n'avait même pas été évoqué ! L'académie ayant des chiffres erronés sur l'effectif réel de cette école (188 enfants au lieu de 193), a considéré la situation de cette école « très saine ». Sachant que l'académie se base sur une moyenne de 27 élèves par classe sans tenir compte, ni de la répartition, ni de l'âge des enfants, cela laisse rêveur sur l'avenir !!!! En colère, les parents ont demandé une révision du dossier.

L'après-midi les parents sont restés mobilisés dans l'école, et c'est en fin de journée qu'un poste supplémentaire a été attribué à l'école des Gais Pinsons. Comme quoi, solidaires et déterminés, le but peut être atteint ! ■

M.L.

Les enseignants...

Côté école, tout n'est pas rose à Toulouse...

Au sein de l'agglomération toulousaine, 8 suppressions de postes d'enseignants, 7 d'entre elles en ZEP, la plupart concernant des postes de soutien aux enfants en difficultés. Pourtant, dès le mois de mars et jusqu'à septembre, enseignants et parents s'étaient mobilisés pour signifier leur opposition (occupation des écoles Gallia et Falcucci, manif en ville, rassemblements à l'inspection académique...). Ces suppressions s'inscrivent dans une logique de dégraissage de la fonction publique (cf la « mauvaise graisse »), notamment en ce qui concerne l'enseignement des 1^{er} et 2^{ème} degrés : sur l'ensemble des postes d'enseignants, 2 700 suppressions sont prévues et de plus 2 600 seront transférés vers l'enseignement supérieur, soit en réalité 5 300 postes en moins !

Au-delà de l'aggravation des problèmes d'emploi, c'est la qualité de l'enseignement public qui continue à être détériorée. D'autres mesures anti-sociales touchent également les familles : l'allocation de rentrée a été au dernier moment amputée d'un tiers, alors que pour la plupart cette rentrée d'argent était essentielle (grandes difficultés pour payer assurance scolaire, cantine, fournitures scolaires...). Face à ces dégradations, la grève et la manif du 30 septembre ont été un succès sur la région et nationalement. Des perspectives de lutte interprofessionnelle se sont dégagées, en particulier sur le Mirail : lors de l'AG du 30 septembre, les grévistes présents ont proposé que tous les métiers des fonctions publiques préparent ensemble la journée du 17 octobre et la suite, conscients que la mobilisation générale est essentielle pour lutter contre l'émiettement du tissu social.

Ne perdons pas les habitudes « prises en décembre 95 » (liaisons interprofessionnelles, ouverture et richesse des débats, démocratie des AG)... ■

Aline et Anne, enseignantes.



Et les z'anfan ?





Touristes en Bosnie !

Un choix de vacances qui interpelle nos amis et nos proches ... Qui plus que les bosniaques, du moins en Europe, ont besoin de devises pour se reconstruire ? Nous étions certes, des touristes atypiques, comme ceux que nous avons rencontrés.

Le 3 août 1996 à Ancône, c'est la ruée pour avoir un billet de traversée sur le Ferry. Suzanne R. du comité Citoyen, citoyenne de Paris, accompagne un couple de réfugiés bosniaques. Ils retournent voir ce qu'il reste de leur pays, de leur maison, de leurs familles et amis. Leur fille Natacha et leur fils Serge devenus adolescents, sont tout aussi tendus. Sur le bateau, l'ambiance est à la fragilité, la tension. L'angoisse est présente derrière les timides paroles, les attentions d'amitié, les pales sourires. D'autres réfugiés, font le même pèlerinage. Eux, ils ont appris l'italien.

Des groupes de femmes catholiques psalmodient leurs litanies, égrenant leur chapelet; sous la houlette de l'inénarrable père Falco, grand ordonnateur de la Bosnie Vaticane. Pour mémoire, je rappelle qu'il faisait partie du convoi Mir Sada (en 1993) et que son grand oecuménisme lui faisait rassembler des moines bouddhistes sonnant des cloches le matin dans l'herbe verte, ainsi que la secte catholique "Béate".

Faire mourir une deuxième fois les morts.

Une fois quittés le bateau, nous roulons vers Mostar, ville du sud de la Bosnie. Quelques kilomètres avant d'arriver, nous commençons à découvrir ce que l'expression « politique de la terre brûlée » veut dire. Les maisons sont soufflées, ratatinées

par terre. Les vergers sont brûlés sur pied, les vignes, les prés. Comble de la barbarie, les cimetières sont aussi brûlés, les pierres tombales carbonisées : faire mourir une deuxième fois les morts.

Mostar ville martyre. Nous n'avons pas assez d'yeux pour découvrir la rue principale, qui a été la ligne de front. Des trous, des gravats, du brûlé dont l'odeur plane encore. Des bâtiments autrefois magnifiques, dont il reste des façades énucléées, des murs criblés d'impact. Mais la vie est plus forte que tout. Et la rue grouille d'une activité débordante. Les gens vont et viennent. Les autos (beaucoup de Mercedes toutes neuves) circulent. On trouve encore des voitures sans immatriculation. Tel marchand installe son échoppe dans quatre murs qui lui reste. Il n'y a pas de toit, mais il y a un plafond.

On ne discute pas avec les fascistes.

Il me vient à l'esprit, concernant l'art et la vie, que le choix des mots, des nuances, des sonorités, dont la palette est infinie pour exprimer la beauté, peut faire de nous, éventuellement, le plus inspiré des êtres. Mais face à ce que nous découvrons, seul le silence s'impose. Il n'y a pas de nuances dans la violence et la barbarie. Le langage qui est fait pour communiquer n'a pas de vocabulaire pour exprimer la brutalité de la guerre, et le fascisme. On ne dis-

cute pas avec les fascistes. Je le savais déjà. Maintenant, cela s'imprime en moi.

Jadran professeur de français à Mostar, nous accompagnera dans notre périple. Grâce à lui, le contact sera possible avec les bosniaques. Il va pendant deux jours nous faire visiter « sa ville » qui est « la perle du monde ».

Tour à tour nous verrons la bibliothèque (il n'y a plus de livres), la mosquée (en réfection grâce à l'aide islamique), le lycée (les fenêtres sont murées), la vieille ville (qu'on repave de son marbre traditionnel), le pont qui n'existe plus. Si nous avions été seuls à visiter cette ville, je n'aurais vu que les manques, les trous, les dégâts. Ce petit homme orgueilleux pour sa ville, presque fat d'être aussi fier de celle qu'il aime, nous a insupportés dans un premier temps. Et puis, j'ai compris. Lorsqu'on n'a plus rien, il reste encore l'amour. Chacun fait comme il peut pour espérer, et nous avons fini grâce ses yeux, à voir toute la beauté de cette ville.

Il nous a trouvé une chambre chez sa voisine, Fahira, une institutrice. Autour du café bosniaque, une institution, « c'est l'inverse de l'expresso » dit-elle, nous allons passer les heures chaudes de la sieste, s'installant dans une pièce, puis l'autre, cherchant toujours la plus fraîche, et nous allons deviser, en fumant des cigarettes. L'immeuble, est comme on voit chez nous : cinq étages, des escaliers de béton, une rampe de fer, un plafond de plâtre. La seule différence c'est que tout est noir de brûlé.





Comment peut-on brûler des matériaux ignifuges ? C'est simple me répond-on, au lance flamme !

Fahira est soucieuse. Certes, la guerre semble finie. On trouve de tout à manger. L'électricité marche. L'eau est revenue; d'ailleurs ça coule toute la journée, les joints sont morts, et on ne trouve pas à les changer. Malgré les accords de Dayton, il y a des exactions encore. Une femme de 70 ans a été expulsée de son logement situé dans la partie croate de la ville.

Une voiture non immatriculée, a vu sortir des hommes armés qui ont tiré sur la façade d'un immeuble. Il y a un quartier qui est interdit. On ne sait pas ce qui s'y passe. La police en barre l'entrée.

Les croates refusent le nouveau maire qui vient d'être élu. Comment va-t-on faire ?

Les élections.

Les américains veulent faire vite pour les élections. Cela oblige à tracter vite pour des villes frontalières comme Brcko (Brihco) dont on se doute bien qu'elles ne resteront pas longtemps bosniaques.

Son mari a perdu une jambe dans une explosion. La loi donne la priorité aux invalides pour un travail.

Mais quel travail ? Dans toutes les villes, les salariés ont travaillé gratuitement pendant la guerre, contribuant à l'effort de résistance de l'invasisseur. Maintenant ils sont en grève, car il n'y a personne pour payer. Avec un certain fatalisme, les

bosniaques savent qu'ils vont passer de l'économie communiste à l'économie libérale. Ils savent surtout qu'ils vont devoir passer de l'économie d'aide à l'économie de production, dès le mois de décembre, au plus tard en avril quand l'Ifor partira. D'ici là, si les serbes gagnaient les élections ?

Qui donc voudrait investir dans un pays si peu sûr ?

Certes, les grandes entreprises sont présentes. EDF, Télécom, le groupe Accord négocie auprès de la chargée des relations commerciales franco-bosniaques. Mais qui reconstruit les ponts et les bâtiments publics ? Ce sont les entreprises croates avec le financement de l'union européenne.

Bien sûr, on trouve de tout dans la ville. Seul manque l'argent. Pourtant on voit des maisons privées se reconstruire. La guerre produit aussi des gens qui s'enrichissent. Pour son appartement, Fahira ne paye pas de loyer. Comme tous les bosniaques. Avant la guerre l'employeur logeait les salariés. Plus d'employeurs, plus de loyers. Cqfd.

Avec Jadran, nous irons à Tésanj et à Sarajévo. Partout, l'accueil sera cordial et chaleureux : si vous n'êtes que des touristes, (est-ce possible ?) c'est donc que la paix revient... Lorsque Jadran annonçait qu'il était de Mostar, nos hôtes se levaient, l'embrassaient, le touchaient. Il n'y avait pas besoin de traduction pour comprendre la joie de voir venir une

personne d'une ville dont on n'avait pas de nouvelles depuis quatre ans.

“Seul l'espoir nous a maintenu”.

Pendant la guerre nous avons été très solidaires. Maintenant, nous nous relâchons, épuisés. Alors que nous pourrions aspirer à revivre, nous voyons autour de nous des cancers se développer, des gens se suicider. Le constat, désespéré au niveau des propos, est démenti par les actes : le besoin de rire, de sortir, de se promener, d'aller au premier concert rock après la guerre. Registre double. Oublier les images d'horreur qui sont encore présentes dans les instants de silence, regarder devant soi, profiter de ce début de paix car on n'est pas sûr que cela durera.

Reconstruire va demander un tel effort. Les villes ont changé. Ceux qui sont morts, ceux qui sont invalides, les réfugiés qui sont parqués, sans maison, sans travail. Les jardins publics transformés en cimetières. Ce n'est pas le travail qui effraie. C'est sa signification, son sens. Reconstruire dans quel but. Les familles déchirées par la guerre, les villages ne retrouvent pas leurs repères. « Plus rien n'est comme avant » dit Safet regardant ses doigts avec lesquels il joue.

Nous connaissons maintenant le résultat des élections. Le moins pire est arrivé. Les bosniaques peuvent continuer d'espérer. ■ Danielle

1941-1944 "Chroniques" d'une résistance affichée

PROLOGUE

Démétrios Kremos, né en 1918, a participé en tant que partisan communiste au maquis du nord de la Grèce, pendant la seconde Guerre Mondiale. De cette période (1941-1944) est né un livre intitulé "Chroniques"; un recueil de notes quasi-quotidiennes sur la clandestinité, la résistance, les peurs, les sourires, les tragédies d'un jeune homme d'un peu plus de vingt ans... rencontré quelque cinquante ans plus tard "pour un témoignage à l'usage des jeunes générations".

Les propos tenus, tout sincères et non dogmatiques qu'ils soient, n'engagent que leur auteur et ne prétendent que nous éclairer sur un passé encore très proche dans les regards et dans les coeurs de ceux qui se sont battus contre le fascisme.

Coquelicot : Comment était organisée la Résistance en Grèce durant cette période

Démétrios : il y avait essentiellement deux pôles : le premier -LEDES - (environ 10 000 personnes) regroupait sous les ordres des Anglais une droite résistante, hostile au nazisme et L'EEAM, dont je faisais partie, - Front de libération progressiste et révolutionnaire - réunissant centristes socialistes, communistes, trotskystes, anarchistes. Les combattants de l'EEAM étaient regroupés au sein de l'ELAS (forte de 160 000 hommes) : armée populaire de libération grecque.

Comment s'est passée la « cohabitation » entre toutes ces tendances ?

Au préalable, un pacte fut passé entre toutes les composantes où il fut décidé collectivement d'abandonner les 'étiquettes' pour éviter les conflits. On n'avait pas le droit publiquement de dire de quelle appartenance on était, ce qui n'empêchait pas les discussions, les échanges.

On était tous unis contre l'ennemi commun : le nazi - il n'y a eu aucun règlement de compte comme pendant la guerre civile en Espagne.

Quelle organisation politique aviez-vous mise en place ?

C'était une organisation démocratique. Des comités populaires étaient élus par les résistants et les habitants des territoires libérés. Ce sont eux qui prenaient les décisions quant à l'organisation quotidienne - distribution des vivres, approvisionnement, collectivisation des terres, du bétail, accès gratuits aux bus.

Quelle était la place des femmes dans la Résistance ?

Hommes et femmes étaient également représentés dans la hiérarchie politique et militaire. Il y avait des assemblées générales où étaient discutées les décisions mais parfois dans l'urgence des situations on dérogeait à ses règles de démocratie : parce qu'il fallait faire vite !

Il y avait beaucoup de femmes dans la Résistance. Certaines compagnies étaient composées uniquement de femmes, le plus souvent dans les grandes villes. Il faut savoir que l'on entraînait dans la Résistance par familles entières... Ma mère à 60 ans transportait les vivres en montagne où s'étaient réfugiés les résistants. Les femmes se battaient aussi bien que les hommes et souvent mieux qu'eux : beaucoup furent déportées dans les îles grecques...

Quels étaient les rapports avec la Résistance dans le reste de l'Europe ?

On avait des contacts directs avec les Albanais, les Yougoslaves et avec des délégués russes, italiens le plus souvent du Parti Communiste. Un résistant anglais du Labour Party (parti travailliste) fut fusillé suite à notre rencontre : l'état major de l'armée anglaise l'accusait d'avoir trahi des secrets militaires parce qu'il avait sympathisé avec des partisans grecs... Les Anglais préféraient bien sûr l'autre faction de la Résistance

grecque (l'EDES - droite modérée, pourtant moins nombreux), qu'ils aidaient en priorité en leur fournissant armes, vivres, dynamite, matériel radio.

Les muletiers italiens prisonniers de guerre faisaient transiter le matériel pour le compte des Anglais. Quant à nous, les Anglais ne reconnaissant pas l'organisation politique (EEAM) dont nous faisons partie, ils nous livraient parfois des munitions périmées ou des sacs de chaussures toutes du même pied... pourquoi les Anglais ? parce que ceux-ci étaient chargés, au sein des alliés, de ravitailler la Grèce et surtout parce qu'ils

avaient des vues sur le pays pour après la fin du conflit...

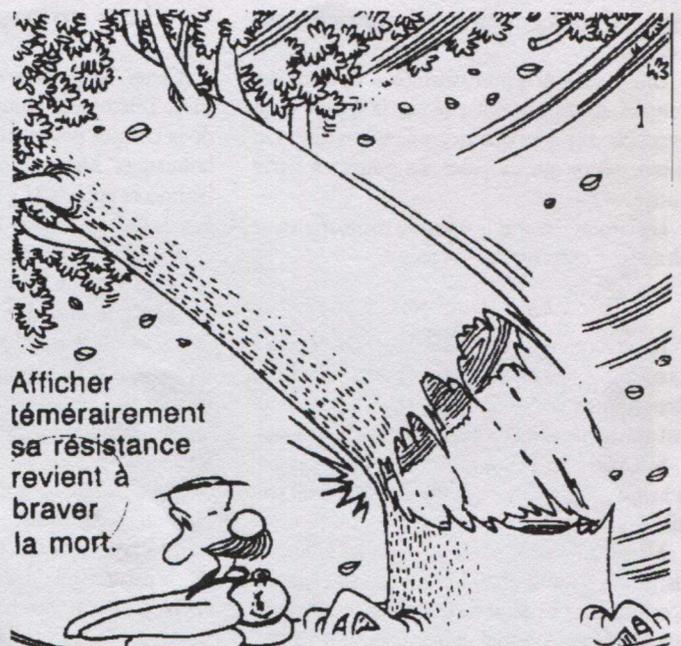
Quelles étaient les relations entre l'EDES (droite modérée) et l'ELAS (gauche progressiste et révolutionnaire) ?

Les résistants de l'EDES profitaient des attaques allemandes pour attaquer l'ELAS ! Nous avons ainsi été parfois encerclés.

Vos rapports avec la population ?

Nous avons organisé, dans les régions libérées, des distributions de vivres en lien permanent avec les résistants albanais et yougoslaves qui nous ravitaillaient en maïs, viande, graines...

Des terres furent collectivisées, l'élevage effectué en commun. A Athènes par contre, 100 000 personnes sont mortes de faim parce que l'occupant avait tout pris... on vendait 1 maison pour 2 kg de



pain ! 1 kg de pain qui vaut aujourd'hui 1 000 drachmes, valait à l'époque 400 000 drachmes !

Nous avions dans les zones libres des hôpitaux, des écoles; il y eût même une annexe de l'Université d'Athènes dans la montagne....

Pour se nourrir, nous faisons des chasses sauvages, ce qui était dangereux parce qu'interdit par l'occupant...

La plupart des résistants arrêtés sont dénoncés par la population qui les livra à la Gestapo et à la "police spéciale grecque", organisée par la Dictature précédente qui chuta en 1939.

Mon cousin, membre du Parti Communiste, a été capturé par les nazis et donné à la police grecque qui lui a coupé les mains et l'a tué. Son père retrouva son corps et la police lui ordonna de faire croire que c'étaient les résistants grecs qui l'avaient assassiné.

Y avait-il beaucoup d'antisémitisme en Grèce ?

Non, pas fondamentalement. Les Juifs se sont installés en Grèce en 90 avant JC, amenant avec eux un mélange de langues et de cultures anciennes et ce, suite aux persécutions qu'ils subissaient de la part des romains. D'autres sont arrivés après 1 500, suite aux persécutions qu'ils subirent de la part de l'Eglise catholique en Espagne.

Environ 60 000 juifs fuirent la Pologne, l'Allemagne, après avoir essayé de monnayer leur vie auprès des nazis qui les ont ensuite déportés et gazés pour la plupart... Sur ces 60 000 personnes, 500 sont restées vivantes.

Dans ma ville, cinquante ont survécu sur trois mille.

Quand nous avons appris les délations, les rafles en France, nous avons vu beaucoup de jeunes juifs entrer en résistance. Dans mon école, j'avais des

amis juifs qui ont rejoint mon bataillon au début de la Guerre. Ceux-ci ont par la suite rejoint en masse les organisations progressistes et révolutionnaires.

Tout jeune homme quand vous êtes entré en Résistance, comment cela s'est-il passé pour vous ?

Avec l'inconscience de l'âge (23 ans !) nous agissions et la conscience du danger venait après... Un jour, une fois le brouillard disparu, nous nous sommes aperçus que les nazis commençaient à nous encercler... Nous nous sommes échappés sous les balles... notre major en a perdu ses bretelles et a dû continuer - pantalon baissé ! - à déguerpir sous nos rires...

Quant à moi, une balle m'avait déchiqueté la chaussure et je m'enfuyais à cloche pied... parfois, je dormais sur le tas de grenades que je transportais dans mon sac. Cinquante ans après, je réalise qu'au moindre incident, je me serai fait sauter la tête.

J'ai bien sûr perdu beaucoup d'amis pendant les combats, les sabotages...

Nous faisons des prisonniers allemands, autrichiens; ils ne nous considéraient pas comme des soldats, mais comme des "bandits" ! Souvent fanatiques, ils chantaient des chants nazis... et nous méprisaient. Néanmoins, j'étais contre la torture et je n'ai jamais voulu y participer en tant que résistant... Nous avions une vie d'imprévu, d'actions, d'attentes pendant lesquelles j'écoutais la BBC et j'écrivais mes chroniques.... ce qui allait devenir mon livre!

Et après la guerre ?

Après la guerre, il y eut... la guerre... civile, cette fois-ci. D'un côté, les progressistes, les révolutionnaires, de l'autre les droites modérées et dures, alliées aux Anglais. Et ce de 1946 à 1949... guerre civile qui fit plus de morts que pendant la seconde guerre mondiale en Grèce.

Auparavant, à la Libération, l'EEAM, la droite et l'Angleterre avaient signé un pacte favorable à la Réaction et à son alliée. Condamnés comme extrémistes par le Parti Communiste, tous ceux qui se

Quand survient l'ouragan, les grands arbres sont en majorité déracinés, alors que l'herbe, grâce à sa souplesse, peut résister à la bourrasque, se balançant sous la force du cyclone. Ainsi est-il évident que douceur et souplesse peuvent vaincre force et dureté.



sentaient trahis reprirent le maquis, refusèrent de rendre les armes... Pour ma part, je pensais aussi que ce pacte, cet armistice était une trahison.

Je ne voulais pas imaginer qu'on laisserait d'anciens fascistes grecs dans les rouages de l'état, de l'armée, de la police de mon pays. Beaucoup de communistes qui avaient accepté par discipline se retrouvèrent en prison, furent exécutés. Pour ma part, je trouvai refuge dans une université américaine, basée en Grèce, où j'ai officié comme professeur de physique chimie.

Et quand le gouvernement réactionnaire et pro-anglais a voulu fermer l'école et récupérer les récalcitrants, les révolutionnaires pour les emprisonner, les condamner à mort, le directeur de l'Ecole s'interposa et menaça de la transférer à Istanbul en Turquie. Mais cette université était réputée, protégée... le gouvernement céda et je pus continuer à y travailler... jusqu'à ma retraite il y a quelques années.

propos recueillis par Martine et Patrick

N.B. Démétrios Krémos m'a dédié son livre écrit bien entendu en grec et qui ne demande qu'à être traduit... et complété par d'autres témoignages. Ecrire au journal qui fera suivre.

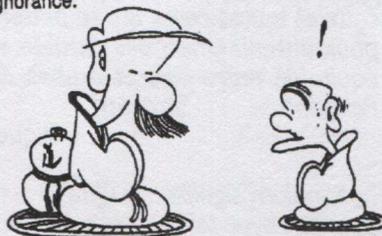
Démétrios Krémos "Chroniques 1941-1944"
EDES: Union Démocratique Nationale Grecque
EEAM: Front de Libération National des Travailleurs
ELAS: Armée Populaire de Libération Grecque

EPILOGUE

La rencontre avec Démétrios fut une vraie rencontre : riche, émouvante, humaine. Durant nos discussions, il y eut aussi de vrais désaccords, des questions posées restées en suspens qui demandaient sûrement davantage de temps, davantage de débats. Reste le sentiment qu'au delà des époques et des frontières, il y a des leçons à tirer de l'Histoire, petite ou grande parce que se souvenir, c'est avant tout réfléchir son présent. ■

Sage est celui qui est capable de reconnaître sa propre ignorance.

Désolé ! Je ne connais rien sur ce sujet.



Le cinéma



Un cinéma toulousain, sympa, et qui se bat pour le 7^{me} Art vient de fêter les 20 ans de son réseau. Le Coquelicot voulait en savoir un peu plus...

-Vous êtes aujourd'hui considérés comme un des lieux de la culture alternative sur Toulouse. Quelles ont été les motivations qui vous ont poussé à ouvrir ce cinéma sur notre ville ?

Cela faisait longtemps qu'Utopia voulait venir sur Toulouse, en raison du vivier culturel et étudiant de la ville. Mais malgré ce vivier, il manquait des écrans pour un certain type de programmation. Beaucoup de films n'arrivaient pas sur Toulouse à cause de ce manque.

Il était clair qu'Utopia y avait toute sa place pour défendre et faire connaître de nouveaux horizons cinématographiques au public toulousain.

-Quels sont les principaux critères que vous retenez pour passer un film ?

Nous programmons d'abord les films qui nous plaisent, et qui peuvent apporter quelque chose aux spectateurs.

De par son contenu, un film véhicule des idées et des émotions qui lui sont propres ; c'est ce qui fait son originalité. Un film sans originalité est un « produit » standard, uniformisé, vide, qu'on consomme et qu'on jette (voire la majeure partie de la production américaine). Nos critères de programmation sont à l'inverse de cette politique généraliste.

-Comment justifiez-vous le succès que vous rencontrez et quel type de public vient plus particulièrement dans vos salles ?

Le succès d'Utopia est dû essentiellement à cet engagement de « l'originalité » : qu'elle vienne du lieu (décor), de la programmation éclectique, du support d'information (la Gazette), ou de nos tarifs (abonnement non nominatif et illimité).

Du fait de cet engagement, les spectateurs se sentent respectés en tant qu'individus et non en tant que consommateurs.

C'est cette exigence de qualité qui assure leur estime et donc notre succès.

-Vous avez accueilli dans vos salles certaines associations toulousaines telles que AYDA, Ras le Front, AIDES, etc... ainsi que certaines organisations politiques telles que l'Alternative Libérale. Vous avez exprimé de la sympathie pour les grèves de décembre 95. Que souhaitez-vous montrer au travers de ces actions ?

Le cinéma se nourrit de la vie sociale, économique et culturelle de son environnement ; donc de politique (au sens noble du terme). La politique telle que nous la concevons, n'est pas réservée aux politicards de tout poil. Elle concerne tout le monde, tous les « citoyens », donc tous les spectateurs.

Utopia est plus qu'un lieu d'exploitation cinématographique, c'est un lieu de vie, d'échange, et d'ouverture (comme le cinéma que nous défendons). C'est pour cette raison que nous accueillons les associations et organisations politiques, afin d'élargir et d'enrichir la vision des spectateurs.

-Vous refusez la création d'une salle multiplexe à Labège, pourquoi ?

Les multiplexes sont de remarquables machines à faire de l'argent, de rutilants miroirs aux alouettes qui sauront guider efficacement les automates aux yeux vides d'aujourd'hui et de demain vers les temples de la consom-

mation de masse. On y vend certes encore des billets de cinéma, mais l'exercice pourrait bientôt devenir subsidiaire tant les profits réalisés par la vente des « produits dérivés » sont juteux. L'imposante capacité des halls d'accueil et la station prolongée des spectateurs entre les séances permettent en effet d'écouler massivement confiserie et boisson gazeuse dont la vente peut atteindre 20% du chiffre d'affaire, sans compter les 15 minutes de publicité qui sont une autre source de profit. Un multiplexe est un supermarché du cinéma avec la même logique dévastatrice de par sa politique monopolisatrice et son emplacement géographique. Monopolisateurs car avec leurs quinzaine de salles, les multiplexes aspirent tous les films « gros » comme « petits » en les exploitant de la même manière selon des critères de rentabilité.

En vidant ainsi le support des indépendants, ils en provoquent la mort. Et en se délocalisant en banlieue ils dévitalisent les centres-ville, créant ainsi un vide social et culturel.

Et bien, longue vie au cinéma Utopia ! ■

Propos recueillis par Biquet.

Billet d'humeur.

Dans le monde entier, il se disait que la France avait la droite la plus bête du monde! Hé bien, nous sommes rejoints par la droite extrême israélienne dans le peloton de tête... Quelques mois de pouvoir: 70 morts en 3 jours! Netanyahu et sa clique ultra-sioniste ont réussi à casser un processus de paix déjà si fragile. Non contents de cela, ils développent une politique de répression dans les territoires occupés renvoyant aux pires moments du colonialisme. Pour terminer, cette situation met en danger les communautés juives de la diaspora car, dans cette période de remontée de l'antisémitisme, on a vite fait d'assimiler les juifs dans leur ensemble, à la droite israélienne. Souhaitons que les forces de la paix pourront, en Israël, inverser la tendance. Souhaitons qu'il reste assez de force au peuple palestinien pour se défendre face à ses agresseurs. Souhaitons enfin qu'un courant d'opinion, de par le monde, puisse appuyer tous ceux et toutes celles qui se battent pour obtenir une paix durable et équitable entre juifs et arabes de Palestine.

Shalom.

Biquet

**Shalom signifie : « Que la paix soit avec toi »*



Stéphanie Benson

« Un singe sur le dos »

(Aux éditions de l'Atalante.)

Il y a des gens qui en bavent. Vraiment. Les uns à cause du manque de chance, si tant est qu'elle puisse exister, les autres par idéal que l'on a faussé. Chez Stéphanie Benson, la chance existe, mince fil qui relie à la vie des êtres perdus, lâchés par une spirale bien orchestrée. Un mécanisme allant au delà des mots. Ecrire suppose de tremper sa plume dans la noirceur qui nous entoure, sans concessions, juste pour bousculer les consciences amorphes. Avec des personnages qui n'ont plus rien à perdre entre leurs illusions et la vie, Stéphanie Benson nous livre sans emphases une écriture où chaque mot bouscule, perce la détresse et dépeint ces sentiers que trop souvent on ne veut pas voir.

« Un singe sur le dos » est une sorte de constat glacial des fuites en avant de ceux qui n'ont rien à perdre pour cause de n'avoir jamais rien eut à gagner. On y trouve un psychopathe, une jeune toxico que l'on voudrait voir sortir au plus vite de sa galère, un commissaire qui, avec ses moyens d'humain tentera de briser l'engrenage.

Stéphanie Benson est anglaise, vit dans le Lot et écrit avec brio un deuxième roman que l'on aimerait voir sur les rayonnages des librairies à la place qu'elle mérite, bien en avant. Un style sans fioritures où la sensibilité se cache pour mieux faire exploser



L'ATALANTE

les situations dans un roman noir, très noir. Comme le monde qu'elle retranscrit. Soyons curieux en plongeant dans un univers trop souvent proche, juste pour comprendre les travers humains, les repousser et les combattre.

« Un singe sur le dos » est une invitation faite aux lecteurs à être des grains de sable dans les rouages des machines à dépendance. ■

Roberto Vapporetto

ON ECOUTE... ON EN CAUSE.

Casse Pipe

Nouvel album: « Le café du siècle » Si vous êtes un(e) habitué(e) du Bijou, vous avez peut-être croisé ces poètes tout de noir vêtus et à l'accent des bouges d'autre fois. Plonger dans les textes de « Casse pipe », c'est plonger dans un mélange de soleil devenu noir par souci de liberté et rouge par amour des vins qui font l'ivresse des mots et des sentiments.

Il y a urgence à écouter « Casse pipe » dans leur café du siècle, juste pour que les voix railleuses soient celles des espoirs à construire. 14 titres de poésie à l'état brut qui rappellent qu'un foulard noir n'est pas que mélancolie. On y trouve des bourgeois ventrus, morts de trop d'aisance au coin de ruelles faites pour que l'on dévalise pour mieux ensuite se saouler. « Casse pipe » entraîne son petit monde dans les méandres qui se glissent entre les vieilles mélodies teintées de javas, d'accordéons qui font lever les poils sur les bras et une touche de jazz. Ecoutez, vous m'en direz des nouvelles!

Patron, un communalard s'iou plaît!! ■

Roberto Vapporetto

Frères misère.

Pour une fois, vous laissez vos rimes riches de côté, vous évitez la critique de Rock'n Folk de ce

mois ci, et vous plongez dans cet album punk à souhait! Des textes tranchants, sans fioritures inutiles. Une sorte de crachar à la gueule de ceux qui se regardent le nombril, aux bien-pensants, aux moralistes des villes brunies par des votes FN. On crie avec Mano Solo qu'Orange, Toulon, ben oui, ça pue! On se redonne du courage pour dénoncer qu'un(e) émigré(e) n'est pas plus étranger ici qu'ailleurs. Il y a des cris de rage qu'il fait bon entendre, qui font descendre sur le pavé.

Tant pis pour les esthètes, les mal-embouchés, il y a urgence à dire ce que l'on pense. ■

Roberto Vapporetto.

Directeur de publication : Patrick Leclerc
 Equipe de rédaction : Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.
 Prix du numéro : 10 F
 Abonnement : 5 numéros : 50 F
 Abonnement de soutien : 100 F
 Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4
 Commission paritaire : 760/95
 Ont été mis à contribution pour ce numéro : Aline et Anne, Amapola, Biquet, Caillou l'ignare, Daniel-le, Emma, Jérôme, Juanito, M L, Le Crosnier, Patrick, R. Vapporetto. Dessins de P. Rouault, F. Charlot, du Canard Enchaîné et de Charlie Hebdo. Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur. Imprimerie spéciale - Le coquelicot

« Un café, 2 sucres »

La pluie était tombée d'un seul coup. Hélène dormait d'un sommeil paisible pendant que la balayeuse entamait son 4ème passage sur le boulevard. J'avais souvent vu l'aube se lever sur la ville et attendu que l'éclairage des artères s'éteigne invariablement à 7h 20 juste après que la cloche de St Nicolas ait tinté. Même si l'horizon avait viré au gris, la journée s'annonçait tranquille.

Parfois la vie est moins dure que d'ouvrir une canette de bière avec les dents. J'ai entamé la lecture des journaux du matin. Les sans-papiers de l'église St Bernard crevaient à petit feu des conséquences de lois sécuritaires rassurant la partie de fachos des dernières élections. Plus au sud, la Corse faisait le forcing pour son indépendance en balançant des pains de plastique sur les bâtiments de l'état et la météo des plages restait au beau fixe. Le café avait un drôle de goût, une sorte d'amertume et de colère mélangée. J'ai jeté un oeil dans la chambre où Hélène dormait toujours tout en pensant à partir une fois encore vers des destinations qui installeraient des fuseaux horaires entre la réalité et ma rage. Tout en rajoutant deux sucres dans mon café, j'ai pensé à cette phrase de Djian dans son roman Assassin : « Je n'étais plus d'un âge où l'on résiste à tout pour le principe. »

Il était bien trop tôt pour entamer une action d'éclat. J'ai pris ma douche et suis sorti avec mon chien en direction des berges. La Garonne prenait des airs de sauvageonne, histoire de montrer à Nougaro qu'elle savait se raconter seule des méandres de poésie. Elle n'avait que faire de son image de fleuve courageux. Face à l'usine de produits chimiques, il lui fallait seulement quelques alliés parmi les pêcheurs de gardons. J'ai posé mon tee-shirt trempé de sueur et regardé la berge opposée.

Le fleuve lavait l'angoisse comme la crasse des SDF que l'on refoulait. Après avoir remonté la digue vers le complexe chimique, j'avais le sentiment que tout pouvait basculer à tout moment, comme si la vie enjambait le courant et portait ses espoirs sur la rive qui lui faisait face.

Fallait juste de la volonté, quelques grammes de courage et une bonne dose de conviction. J'ai fait demi-tour tout en rêvassant. Une jeune femme remontait en sens inverse. Par habitude, je l'ai saluée par un bonjour timide comme une caresse sur la peau de celle que l'on aime. Je suis rentré avec des images qui ressemblaient à ces cartes postales un peu jaunies par le temps. La chaleur tombait une fois encore sur la ville. L'orage ne tarderait pas et les nouvelles du monde viendraient, portées par un vent stupide et froid pour nous rappeler que la vie vaut toujours le prix que l'on veut bien y mettre. Je suis remonté avec mes croissants par les escaliers. Hélène avait regagné son univers où je n'avais pas ma place. Je me suis installé sur la terrasse donnant sur les toits de cette ville aux reflets ocres, en évitant de relire le journal. L'été pouvait désormais s'achever. La rentrée aurait un ciel chargé. Faut toujours garder l'espoir. ■

Roberto Vapporetto.

ON A RECU

BARRICADES : Nouveau venu dans les batailles qui s'annoncent mai 96 et été 96 supplément à l'Alternative Libertaire BP 6403 45054 Orléans CEDEX 02. Comme il le dit lui même , anti-capitaliste et anti-autoritaire, ouvert à ceux qui luttent hors du cadre institutionnel. Donc longue vie et nous attendons la suite.

A CONTRE COURANT N°76 : dossier sur « ultra-gauche et révisionnisme » qui agite le mouvement anti-faf. Le N°77 : le F.N dans l'antichambre du pouvoir. La T.A.P (la Taxe Pour l'Abrutissement) va augmenter autrement dit la P.U.B. et d'autres articles toujours aussi intéressants. B.P 2123 68060 Mulhouse CEDEX.

CETTE SEMAINE N°61 : chronologie des luttes des sans-papiers. La commune libre d'Aligre. Entretien avec un groupe de professionnels de l'audiovisuel pour passer de la télévision passive à un acte plus créatif et citoyen. c/o Bernet B.P; 275 54005 Nancy CEDEX.

R.I.R.E, N° 10 : Le mouvement d'insoumission dans l'Etat espagnol (dossier). Liste de contacts objections antimilitarisme. 33 rue Coutellerie 13002 Marseille.

LA CAMPANA : Revue anarchiste hebdomadaire d'information et de débat en espagnol. Apartado 97 (36080) Pontevedra. Espagne.

LE COMBAT SYNDICALISTE : N°170 Sans-papiers : l'effet boomerang. Crasse patronale dans le métro. BP 38 94601 Choisy-le Roi CEDEX.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE (Bretagne) N° 24 L' an 01 du sous commandant Marcos. A bas la calotte! Vive la capote et la laïcité. BP 22 22810 Belles-isle-en Terre.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE : N° 187 Mensuel belgo/français 2 rue de l'Inquisition 1000 Bruxelles ; Belgique.

LA COMMUNE des Citoyens : 8 pages d'infos libertaires en Touraine mais aussi sur les grands débats qui agitent actuellement nos consciences. Le N° 7 « Le métier des armes et la république », « Sud Cheminots en Touraine ».... Contact : ARS B.P 151 37601 Loches CEDEX.

LE PERE PENARD N°2. CNT.AIT interpro du 66: 16 pages d'infos sur Perpignan et sa région. Si nous souhaitons la malvenue au pape, le Père Penard ne peut être que le bienvenu.

LES MURS EN PARLENT



Perpignan août 1996

LA VILLE BOUGE

Roques and roule - Péage Purpan - Reynerie p 2

POINT DE VUE

Alors ça vient? Le choc social p 3

La liberté? p 4

Ultra libéralisme et politique de la ville p 5

ARGUMENTS

Education populaire? Pas de quartier! p 6

LA RENTREE

Les parents, les enseignants et les enfants p 7

PAGE CENTRALE

Franciam Charlot p 8 et 9

PARLONS DES AUTRES

Touristes en Bosnie p 10 et 11

1941-1944 Un résistant grec p 12 et 13

CINOCHÉ

Utopia p 14

ON BOUQUINE, ON ECOUTE

Stéphanie Benson, Casse pipe, Frères misère et Liber-Terre p 15

BRÈVES

A toutes les pages

POTS DE VIN ET COPINAGE

- Le 16 octobre, après la parution de ce numéro, Thomas Santini passe en procès pour insoumission. Il refuse le service militaire et il estime que le service civil n'est qu'une punition infligée aux objecteurs et refuse donc de l'effectuer. Un comité de soutien s'agit : Comité de soutien à Thomas Santini, 5 rue Sainte Catherine 31400 Toulouse. Restons vigilants!

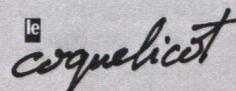
- A l'occasion de la renégociation de la convention Unedic pour les allocations de chômage, on craint le pire : Mme Notar préside avec l'aide du patronat cette commission ! Une occupation d'Assedic se prépare... organisée par «A.C!», «TO7» et vraisemblablement d'autres. Dont acte!

- Début novembre, le réseau antifasciste « Ras l'Front » fait son Jaz : le 5 une table ronde au bar « Le Mandala » sur la question culturelle de l'antifascisme, le 6 dans le quartier du Mirail, musique rencontre et apéro-concert à partir de 16H, le 7 au cinéma Utopia à 21H50 « Libéra me » de A.Cavalier, le 8 au «Yellow », soirée Hip-Hop et Acid Jazz, un concert le 9 au théâtre Garonne et le 10, à la péniche Chèvrefeuille à Ramonville, à 15H, un dimanche improvisé avec Loupiotte Orchestra.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 50 F

- soutien : 100 F



Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4

Nom :

Prénom :

Adresse :